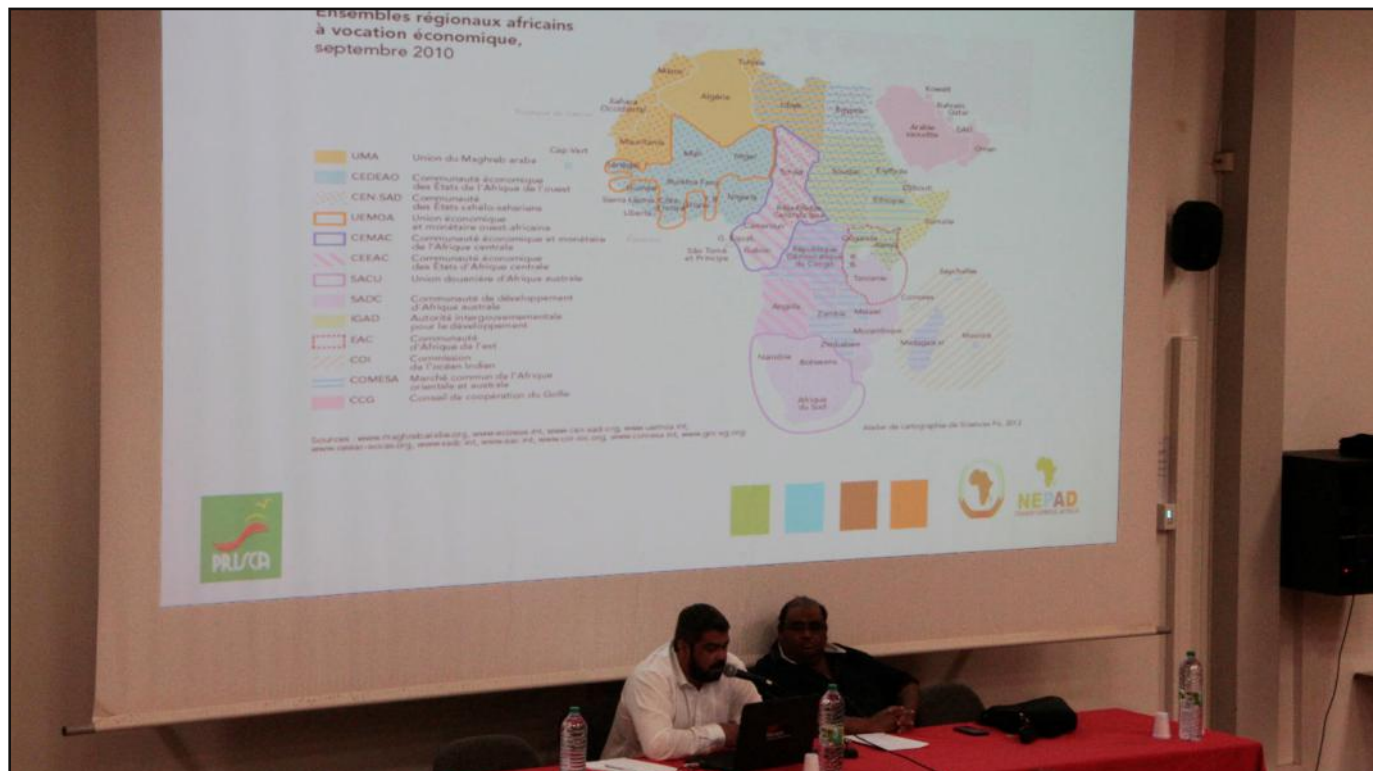


Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19039 - 74ÈME ANNÉE

Valoriser le potentiel réunionnais en travaillant avec l'Afrique



Jean-Fabrice Vandomele et Jules Dieudonné.

La Réunion terre de solutions grâce à l'économie de la connaissance. C'est un des moyens sur lesquels s'appuyer pour produire des richesses dans notre île, grâce à la présence d'une expertise qui peut intéresser nos voisins. La conférence tenue hier au Campus du Moufia par Jean-Fabrice Vandomele et Jules Dieudonné a donné une illustration concrète de ce concept, au travers de la présentation d'une étude réalisée par trois sociétés réunionnaises au sein d'un consortium choisi par un appel d'offres du NEPAD, de l'Union africaine. Cette manifestation s'inscrivait dans le cycle des Conférences de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de La Réunion, avec la participation du « Groupe Climat 974 ».

L'Afrique est un continent particulièrement touché par le changement climatique alors qu'il n'y a contribué que fort peu. Les populations sont déjà gravement touchées par ces effets qui ont un impact direct sur leurs

conditions de vie : montée du niveau de la mer obligeant à des déménagements fréquents, sécheresse faisant chuter les rendements de l'agriculture, destruction de la biodiversité. D'où l'importance de la question de

l'adaptation pour l'Union africaine. Une de ses structures, le NEPAD, a lancé un appel d'offres de prestation intellectuelle pour une étude d'impact du changement climatique sur les côtes d'Afrique de l'Ouest. Sur 450 candidats, 5 ont

été choisis. Parmi les lauréats figure PRISCA, (Proposal to improve strength of the coasts of Africa), un consortium composé d'une ONG de Madagascar, Trans Mad développement, et de trois entreprises réunionnaises : Be Green, CEDRE et Run Link.

Feuille de route pour les dirigeants africains

Jean-Fabrice Vandomele, de Be Green, et Jules Dieudonné, de CEDRE, ont présenté hier le résultat de cette étude, qui les a amenés à être reçus au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba. Jean-Fabrice Vandomele a expliqué la méthode suivie. Il s'agissait tout d'abord d'observer les effets du changement climatique à l'échelle mondiale, comprendre les conséquences en Afrique de l'Ouest et identifier les effets sur le littoral des 7 pays concernés.

Le travail aboutit à un diagnostic de vulnérabilité des territoires, et des propositions de pistes d'actions « pour améliorer la résilience des populations et des territoires et relancer le moteur endogène du développement en Afrique ». Plus de 70 sites ont été étudiés, avec un coup de projecteurs sur trois lieux emblématiques : Grand Lajou en Côte d'Ivoire, Keta au Ghana, Limbé au Cameroun.

Un rapport complet, une synthèse technique, un livret technique et un résumé aux décideurs ont été réalisés pour une « Stratégie de lutte contre les principaux effets du changement climatique ». Ils peuvent constituer la feuille de route pour les dirigeants africains. Cela a permis de faire remonter des propositions à la Conférence de Paris.

Villages à reconstruire tous les trois ans

Jules Dieudonné a souligné que

dans la grande diversité des territoires étudiés, il existe des problèmes communes où le changement climatique amplifie les effets des activités humaines : la mangrove est détruite, le trait de côte recule, la sécheresse s'installe et la ressource en poissons diminue. Le trait de cote peut se déplacer de 200 mètres en 4 ans. Les villages doivent reculer de plusieurs dizaines de mètres tous les trois ans, les habitants sont donc contraints de reconstruire leur foyer à chaque déplacement. Sans les mangroves, les ressources halieutiques ne peuvent plus se renouveler, et le trait de cote recule. Et s'il n'y a plus de poissons, c'est du travail en moins.

Trouver des moyens de lutter contre le changement climatique, c'est trouver des forces dans la population. « La moitié des propositions du rapport vient des populations », précise Jules Dieudonné. Les Africains n'ont pas besoin de grands investissements comme des digues qui endettent les pays, et qui ne servent que deux années. Il est possible de régénérer les mangroves qui constituent un outil naturel d'adaptation au changement climatique. C'est le point de départ du moteur de développement endogène. Car les mangroves sont aussi un lieu de reproduction des poissons, dans des régions où les protéines consommées dans l'alimentation viennent essentiellement de la mer.

Compétences disponibles et besoins d'expertise

La croissance de la population entraîne une croissance des richesses qui sont investies dans la protection de l'environnement, poursuit Jules Dieudonné qui décrit ensuite le processus proposé, qui regroupe trois outils.

Un mode de gouvernance qui met le citoyen africain au centre des décisions et se fonde que « l'arbre

à palabres », l'instance traditionnelle de démocratie participative. La mise en place d'un fonds pan-africain mutualisé pour accompagner la mise en place de service environnementaux afin de restaurer les écosystèmes. Cela signifie de payer des services environnementaux tels que la replantation d'arbres ou la restauration de mangrove, ce qui permet aux populations concernées de tenir le temps que la biodiversité soit restaurée.

À titre d'exemple, pour lutter contre l'érosion côtière, il est possible de végétaliser les hauts de plage par des espèces qui entretiennent des élevages caprins, et peuvent produire du miel. Il faut aussi travailler sur la structuration de marchés de proximité. Ce sont des actions d'adaptation au changement climatique, en fournissant du travail en attendant que le milieu se reconstitue. En s'appuyant sur les conventions internationales, il est possible de mutualiser les moyens financiers.

En conclusion, Jean-Fabrice Vandomele souligne que des compétences sont disponibles ici, et l'Afrique a besoin d'expertises. La Réunion a besoin de trouver des relais de croissance. Cette expertise peut être mise au service de l'Afrique à condition de sortir d'élargir des regards qui sont trop souvent tournés vers une ancienne métropole située sur un continent placé bien au-delà de l'Afrique toute proche.

M.M.

Edito

La Réunion terre d'émigration vers la France

Une étude de l'INSEE publiée hier dresse un tableau de la situation démographique de La Réunion pour l'année dernière. Nous étions 860.800 à vivre à La Réunion. Entre 2009 et 2017, la population a augmenté de 5.600 personnes en moyenne par an, alors que pour la même période, la différence entre les naissances et les décès s'élevaient à 9.100 par an. L'augmentation réelle est donc loin du solde naturel, ce qui signifie que La Réunion est une terre d'émigration, car la différence entre les départs et les arrivées s'élève à 3.500 personnes par an.

C'est donc la confirmation de la poursuite d'une tendance qui est née dans les années 1960, quand le gouvernement français a suivi les intérêts d'une classe dominante qui refusait le développement de La Réunion. Pour cela, au lieu d'accompagner la croissance démographique en contribuant à construire une économie développée, la politique menée visait à exiler la jeunesse pour en faire une main d'œuvre à bon marché pour l'industrie et les services publics en France. Ce pays connaissait en effet une période de plein emploi, et il avait besoin d'immigrés pour occuper des postes qui n'étaient pas pourvus par les autochtones. Ceci a marqué une rupture dans l'histoire de La Réunion, qui avait jusque dans les années 1930 une terre d'immigration, pour fournir des bras aux cultures imposées par la France : notamment le café et la canne à sucre.

Malgré un taux de chômage en France proche de 10 %, notre île reste toujours une terre d'émigration en direction de ce pays.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Billet philosophique : l'actualité de la pensée de Karl Marx

Ho Hai Quang : la place et l'objet du "Capital" dans les théories de Karl Marx

Voici la 9e partie des exposés présentés le 4 mai dernier à la médiathèque Aimé Césaire de Sainte-Suzanne sur l'actualité de la pensée de Karl Marx à l'occasion du 200e anniversaire de sa naissance. Après les deux parties de l'exposé d'Élie Hoarau, président du Parti Communiste Réunionnais, puis les cinq parties de celui présenté par la philosophe Brigitte Croisier, voici la seconde partie de celui de l'économiste Ho Hai Quang sur l'aspect économique de l'œuvre de Karl Marx.



Ho Hai Quang.

La dette intellectuelle de Karl Marx à l'égard de François Quesnay, d'Adam Smith et de David Ricardo étant assez connue, l'article publié la semaine dernière avait pour but, entre autres, de rendre justice à Friedrich Engels en tant qu'inspirateur des théories économiques de Marx. Mais il est un autre auteur qui mérite aussi de ne pas être oublié : Pierre-Joseph Proudhon. On ignore souvent que ses théories

ont fourni à Marx des clés pour mieux comprendre le fonctionnement du capitalisme. Voici d'ailleurs ce qu'avec Engels il écrit en 1845 dans *La sainte famille* :

« Tous les développements de l'économie politique supposent la propriété privée. Cette hypothèse de base, l'économie politique la considère comme un fait inattaquable... Et voici Proudhon qui soumet la propriété privée, base de l'économie politique, à un exa-

men critique, au premier examen catégorique, aussi impitoyable que scientifique : C'est là le grand progrès scientifique qu'il a réalisé, un progrès qui révolutionne l'économie politique et rend pour la première fois possible une véritable science de l'économie politique. L'ouvrage de Proudhon : *Qu'est-ce que la propriété ?* est aussi important pour l'économie politique moderne que l'ouvrage de Sieyès : *Qu'est-ce que le tiers état ?* pour la politique moderne. » (*La sainte famille* ; p. 37)

On ne saurait rendre un hommage plus vibrant ! Pourtant, deux ans plus tard, Karl Marx va violemment attaquer Proudhon dans *Misère de la Philosophie* (1847). Il n'entre pas dans le cadre de cet article d'expliquer pourquoi.

Les principales sources du "Capital" étant rappelées, essayons à présent de répondre à la question suivante : quelle place ce livre occupe-t-il dans les théories de Marx ?

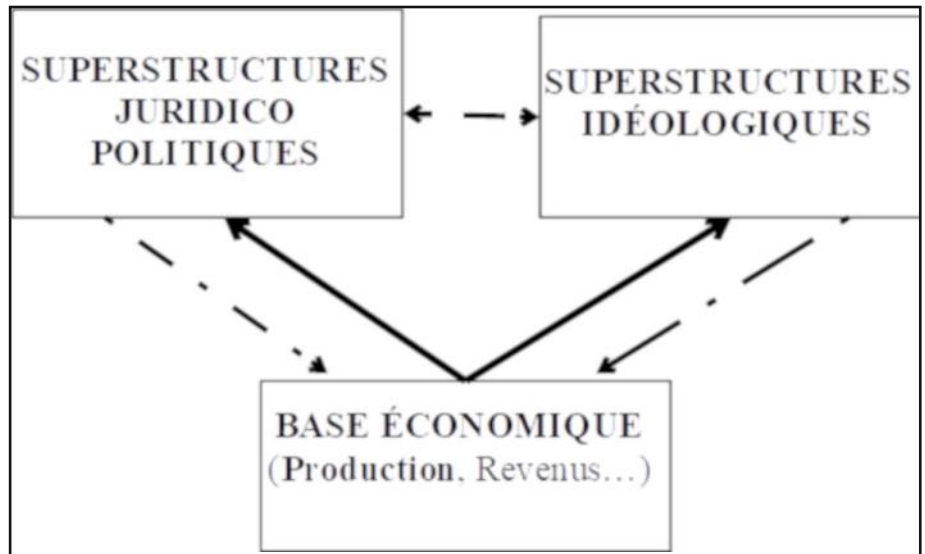
Celles-ci comportent deux grands volets : le matérialisme dialectique (philosophie) et la « conception matérialiste de l'histoire » (à ma connaissance, Marx n'a jamais employé l'expression « matérialisme historique »). Selon cette conception (énoncée pour la première fois en 1845 dans *L'idéologie allemande*, puis présentée en 1857 sous une forme achevée dans la Préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*), les sociétés humaines sont composées de trois structures articulées

entre elles et interdépendantes : une base économique, des superstructures juridico-politiques, des superstructures idéologiques. La base économique est déterminante car c'est à niveau que s'organise socialement la production des biens qui permettent à la population de vivre et à la société d'exister.

Dès que les progrès techniques (passage de l'économie de cueillette à l'agriculture) ont atteint un degré de développement tel qu'ils permettent aux agriculteurs de dégager régulièrement un surplus dépassant ce qui est nécessaire pour la reproduction de leur existence, une division sociale du travail (à distinguer de la division technique) peut s'opérer. Un nouveau secteur économique peut se constituer pour produire différents produits artisanaux parce que l'agriculture est devenue capable de nourrir ceux qui les fabriquent. L'échange marchand des produits s'impose alors comme une nécessité et le commerce se développe.

Mais en même temps, le surplus devient la base sur laquelle s'édifie une division de la société en classes sociales aux intérêts opposés : des groupes peuvent en effet s'affranchir totalement du travail et vivre du travail d'autrui en s'appropriant le surplus.

Pour perpétuer leur position sociale, ils édifient alors une superstructure juridico-politique (ensemble de règles, codes, lois, appareils de répression...) et des superstructures idéologiques (représentations intellectuelles du monde, religions...) qui, d'une



manière ou d'une autre, justifient leur domination. C'est pourquoi dans les sociétés de classes, l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante.

Pour fixer les idées, on peut représenter ainsi l'articulation des trois structures qui composent la société (voir illustration).

Les flèches en trait plein figurent les relations déterminantes en dernière instance. Les flèches en pointillé représentent les effets de retour des superstructures sur la base économique et entre elles.

Comment à présent les sociétés évoluent-elles, naissent et meurent ? Schématiquement, pour la conception matérialiste de l'histoire, les progrès dans les techniques de production transforment au fil du temps la base économique et intensifient les luttes de classes qui finissent par bouleverser de fond en comble la société. À sa place, s'édifie alors un nouveau système économique et politique. La formule que Marx

et Engels ont utilisée pour résumer cette dynamique sociale est célèbre : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes ».

Le surplus économique étant à la base de la structuration des sociétés en classes sociales antagoniques, les questions centrales que les économistes ont à résoudre sont donc

- 1 – Quelle est son origine ?
- 2 – Comment est-il approprié ?
- 3 – Quelle est son utilisation ?

Diverses réponses ont été apportées à ces questions. Dans les Théories sur la plus-value (3 volumes) Marx montre leurs limites. Dans Le Capital (8 volumes) il apporte ses propres réponses avec pour objectif de fournir à la classe ouvrière les armes intellectuelles lui permettant de renverser l'ordre social établi par la classe capitaliste.

(à suivre)

In kozman pou la rout

« In bonpé kapitène i sifi pa pou fé in bon l'armé »

Mi koné pa vréman si sa sé in provèrb é dann kèl péi demoun i di sa. In shofèr kamion la sort amoin kozman la, na poin lontan, pou dir, si mi tronp pa na plis demoun pou donn lé z'ord ké demoun pou fé sak i fo fèr : komandèr néna bonpé, égzékitan na poin tro. Mi doi dir moin té dakor avèk li, pars kan ou i pass dann sèrtin l'antropriz ou i romark gran gèl néna é pti min lé rar, ou i apèrsoi sé in n'afèr k'i pé pa marshé. Mi koné pa si zot i pans konm moin, mé lé a roflèshir. Alé ! Mi kite azot pou fé travaye z'ot koko, é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

Oté

Avèk kisa ni sa fé z'afèr, si ni fé pa avèk bann péi lé z'alantour !

Pètète sak mi sava dir azot zordi ankor i sava fatig z'ot tété-konm i di dann langaj popilèr. Pou kosa mi di sa ? Pars mi rapèl bien diskour Sarkozy kan la fé bann zéta zénéro lo dévlopman l'outrè mèr : in diskour istorik, avèk in bonpé poin lété bon pou nou, mé domaz lété déza in pé tar pou mète ali an pratik.

Mi vé parl azot lo dévlopman andojène si zot i vé otosantré : in éstratézi pou bien roplas anou dann l'androi ni lé, dann koté ouest loséan indien, avèk lo bann voizin ké ni koné é dann in léspri gagnan-gagnan : gagnan pou lé zot épi gagnan pou nou. Sé konmsa i fo anparl lo ko dévlopman, non ? Sé konmsa mi konpran in kodévolpman inn foi k'lo kolonyalism sar fine siprimé avèk bann moiwin pou nou épi pou lé zot pran z'ot réponsabilé par raport bann pèp l'indyanoséanie.

Ma dir azot fransh vérité, mi pass in bone parti mon tan pou lir bann nouvèl Madégaskar, Maurice, Comores, Sésèl épi alon pous in pé ziska l'Afrik. Dann mon tète mi di : bann péi-la lé aoré shanjé pou vréman é mèm zot l'aprè modèrnizé, dévlop zot lindistri san obliyé l'indistri la konésans. Shak foi mi rogrète pou nou Pal Vergès la pa gingn fé tout sak li téi vé ziska la finisyon.

Mi sava pa ropwann lo bann poin prinsipal bann projé Paul Vergès, mé mi pans bann léktèr nout zournal i koné. Pètète pa ! L'èrla sak i koné néna lo devoir pou difiz sa dann l'opinyon. An touléka, mi koné Paul Vergès prézidan La Réjyon la travaye in bonpé avèk Madégaskar é mi pan li l'avé rézon pou nou épi pou Madégaskar, pou yèr, pou zordi épi pou domin.

Avèk kisa ni sava fé d'zafèr, si ni fé pa avèk bann péi lé zalantour ? Madégaskar an parmi bien antandi mé pa solman...

Justin